



Date de création : 22/04/2020	Auteur : EC-MD	Documents associés :
Participants : E. BARANES, T. BLAYAC, G. CHEIKBOSSIAN, S. MICHEL, F. MIRABEL, B. MULKAY, J-C POUDOU, F. RICCI, M. DAVIN, R. MESTRE, A. NGUYEN-HUU, M. REYMOND, M. SALA, F. SEYTE, L. HUILLET, N. LOPEZ, C. ASSAF, R. PLANTON, C. ANDRE.	Représentés : P. LECTARD, J. ROUANET, M. LEVITA.	Membres de droit et invités : M. CORTADE (Vice Doyen) M. MAGLIARI (Directeur Administratif) Mme COLOMBIER (Direction – Assistante de direction) Mme DUTILH (Direction - Gestionnaire) M. D'ALESSANDRO (Gestionnaire des stages)

22 présents ou représentés sur 38 membres en exercice.

La séance du conseil en formation plénière est ouverte à 10h00.

FORMATION PLENIERE _ 10h00

- I. Désignation d'un secrétaire de séance
- II. Informations générales
- III. Modifications des Modalités de Contrôle des Connaissances
- IV. Nouveau calendrier des sessions d'examens 2019-2020
- V. Référentiel Équivalence Horaire 2019-2020

Formation plénière

Le Doyen ouvre la séance qui se tient exceptionnellement à distance dans le contexte de crise sanitaire COVID-19.

Il a une pensée toute particulière pour celles et ceux, personnes âgées, personnes fragilisées ou étudiants qui connaissent des problèmes de santé, subissent des difficultés financières ou vivent un isolement social particulièrement difficile à vivre. Il remercie toutes celles et ceux qui travaillent dans les services publics et qui oeuvrent pour le collectif dans cette période de crise.

La séance se tient à distance, de manière dématérialisée, ce qui permet au conseil de se réunir malgré la situation d'urgence sanitaire pour débattre et émettre un avis, en particulier sur l'organisation des examens à venir.

I. Désignation d'un secrétaire de séance

Adrien N'GUYEN HUU se propose comme secrétaire de séance.

II. Informations générales

- Point sur la situation des stagiaires

Avant de passer la parole à Julien d'Alessandro, le Doyen explique rapidement la situation des stagiaires. Pour les étudiants qui n'avaient toujours pas trouvé de stage, les responsables de Master leur ont souvent proposé de rédiger un mémoire à la place. François Mirabel remercie les équipes pédagogiques de M2 investies pour accompagner les étudiants et les encadrer pour réaliser ce mémoire de Master.

Lorsque l'étudiant et l'entreprise qui l'accueille sont d'accord, les stages peuvent être effectués à distance en télétravail.

M. D'Alessandro prend la parole. Il remercie M. Mirabel et l'ensemble des responsables pédagogiques des Masters pour leur réactivité, leur collaboration et leur confiance à son égard.

Au 16 mars, date du début du confinement, il y avait 113 conventions de stages à traiter.

Parmi ces 113 conventions :

- 8 stages sont à présent terminés
- Plusieurs avenants ont été signés dont 34 en télétravail, 14 reports, 1 annulation.
- Une cinquantaine d'avenants reste encore à traiter.

M. D'Alessandro fait remonter les difficultés que rencontrent les étudiants du master MBFA pour faire un stage en télétravail car, dans leurs entreprises, ils sont soumis à une certaine confidentialité liée au secret bancaire.

Un certain nombre d'étudiants (10) sont encore en stage, en confinement mais pas en télétravail. Ils n'ont tout simplement, pas de mission au sein de l'entreprise.

La compensation par un mémoire est nécessaire car les stages peuvent être annulés. Pour le moment, les stages ne pourront pas être prolongés car les étudiants ne sont plus couverts après octobre. Il est impératif de dire aux étudiants que le 30 septembre sera la date limite pour rendre leur mémoire.

		Économie et Management Public (EMPU)			Économie Environnement, Énergie, Transports (EET)			Économie industrielle et des réseaux (EIRE)			Monnaie, Banque, Finance, Assurance (MBFA)				AUTRES : L3, M1, D.U.		
THEMATIQUES	TOTAL	INGENIERIE	ECO. COMP.	POL. PUB.	ENERGIE	TRANSPORT	ECODEVA	ECO. NUM.	ECO. RES. INT.	STRAT. INDUS.	BANQUE	MARCHE	ACTUARAT	SYSTEMES	L3	M1	DU
EFFECTIF	947	37	14	6	18	14	16	16	4	11	50	29	25	31	286	307	83
NB CONVENTIONS SUR P-STAGE	121	7	2	2	13	4	4	10	2	3	20	15	8	14	2	4	11
STAGE FINI AVANT CONFINEMENT	8	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	2	4
CONVENTIONS A TRAITER	113	6	2	2	13	4	4	10	2	3	20	15	8	13	2	2	7
AVENANTS :	45	3	0	1	9	1	2	7	1	2	6	2	2	8	0	0	1
- TELETRAVAIL	30	0	0	0	4	1	2	6	1	2	2	2	2	7	0	0	1
- REPORTS	14	3	0	1	5	0	0	1	0	0	3	0	0	1	0	0	0
- ANNULATIONS	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
EN ATTENTE :	68	3	2	1	4	3	2	3	1	1	14	13	6	5	2	2	6
- TELETRAVAIL	7	1	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0	0	2	1	0	1
- REPORTS	28	2	0	1	2	2	2	2	0	0	8	5	2	0	0	1	0
- ANNULATIONS	9	0	2	0	0	1	0	0	0	0	1	2	0	2	1	0	0
- S. PRESENTIEL	12	0	0	0	0	0	0	0	1	0	3	4	0	2	1	1	0
- STAGIAIRE SANS MISSIONS	6	0	0	0	1	0	0	1	0	0	1	2	1	0	0	0	0
- SANS INFOS	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	5
NB de stage interrompus par confin	18	2	0	1	1	0	0	1	0	0	5	2	3	2	0	0	1

Cette dernière ligne n'est pas prise en compte dans le comptage des avenants. 18 stages ont été interrompus par le confinement : 11 en Master 2 et 1 en DU. Raison essentielle : confidentialité des données (secteur bancaire)

- Point sur Parcoursup

Avant de donner la parole à Laetitia Huillet, François Mirabel rappelle que la première réunion de la Commission d'Examen des Vœux (CEV) a eu lieu le lundi 20 avril sous la présidence de Thomas Cortade. Un seul classement des candidats sera établi pour la licence économie et la Licence Accès Santé. Pour le classement, les mêmes critères et les mêmes pondérations que l'année dernière seront retenus (notes obtenues en 1ère et au premier trimestre de Terminale + notes obtenues au bac français). La CEV regardera de manière plus précise le classement du Parcours Réussir (réponses « oui si » sur Parcoursup).

Laetitia Huillet donne les chiffres Parcoursup qui concernent la Faculté d'Économie :

Les chiffres sont assez stables par rapport à l'année dernière : il y avait 3501 candidatures l'année dernière. Cette année, il y a 3579 candidatures en intégrant la filière santé et 3448 candidatures sans la filière santé. Mme Huillet précise que le ministère souhaite conserver le calendrier malgré les difficultés liées à la crise sanitaire.

Mme Michel fait savoir que l'UFR sera dans l'obligation de publier l'algorithme utilisé pour sélectionner les candidats Parcoursup.

F. Mirabel précise qu'il faut être en mesure de le communiquer ainsi que des relevés de décisions suite à la tenue des commissions d'examen des vœux seulement en cas de recours.

Dans le contexte de crise sanitaire, il est demandé aux membres de la commission des vœux CEV d'avoir une certaine bienveillance lorsque les dossiers de candidatures ne sont pas complets, notamment lorsque des notes sont manquantes.

Marlène Guillon et Antoine Pietri s'occupent de l'étude des candidatures pour le parcours Réussir. L'année dernière, l'UFR a examiné la candidature des 300 derniers du classement pour ce parcours ; cette année, la CEV va examiner les 450 derniers du classement.

- Point sur Ecandidat

Les dates du calendrier vont être prolongées : les vœux pourront se faire jusqu'au 10 juillet avec une ouverture de l'application prévue le 18 mai. L'ensemble des dossiers vont être traités de manière dématérialisée. Mme Huillet ajoute que la scolarité a travaillé sur un livret explicatif des candidatures à l'attention des étudiants et enseignants.

- Point sur la Certification en Anglais

Pour information, suite à l'arrêté du 3 avril 2020, tous les étudiants de licence devront passer dès la rentrée 2021 une certification en langue anglaise qui conditionnera la délivrance du diplôme. L'article 2 de l'arrêté mentionne ainsi que *« Les étudiants doivent justifier s'être présentés au moins à une certification en langue anglaise faisant l'objet d'une évaluation externe et étant reconnue au niveau international et par le monde socio-économique. »*

Mme Michel souhaite des précisions sur cette certification. M. Mirabel n'a pas d'information supplémentaire. Il explique que la certification devra être gérée par un organisme extérieur reconnu. Il refuse l'idée selon laquelle les étudiants devraient payer pour passer une telle certification en anglais. Il y a quelques organismes reconnus mais il n'y a pour le moment aucune « liste officielle » transmise par le Ministère.

M. Ricci aimerait connaître le niveau d'exigence (score à atteindre) pour obtenir cette certification.

M. Mirabel précise qu'actuellement, le passage du TOEIC coûte 40 euros en session privée (pour les étudiants) et 100 euros en session publique. Sa validité est de 2 ans. Pour Sandrine Michel, cela représente une somme importante pour les étudiants ou pour l'UFR si cette dernière doit en assumer le coût.

- Point sur la fracture numérique

Dans le cadre des enseignements à distance, des problèmes de connexion ou de disponibilité d'ordinateurs peuvent se poser pour certains étudiants, notamment pour celles et ceux qui ont des difficultés financières. La Région a mis à disposition des ordinateurs pour les étudiant.e.s qui auraient des difficultés pour en acquérir. Par ailleurs, pour les étudiants qui sont dans une grande précarité, des aides sont mises en place en lien avec le CROUS.

Sur la Faculté, 18 étudiants ont demandé le prêt d'un ordinateur. 12 étudiants les ont reçus ou vont les recevoir. 6 n'ont toujours pas répondu aux sollicitations de la Direction de la Vie des Campus de l'Université de Montpellier pour la livraison.

Le représentant de la Région au conseil d'UFR Christian Assaf intervient sur cette question et souligne les efforts de la Région pour soutenir les étudiants ; à travers les prêts de matériels informatiques, l'objectif est de réduire au maximum la fracture numérique, en particulier auprès des étudiants qui ont le moins de ressources financières.

III. Modifications des modalités de contrôles des connaissances

Selon les dernières informations reçues, l'accueil physique des étudiants sur site ne devrait pas pouvoir se faire avant septembre 2020. Dans ces conditions, il va falloir prévoir des modalités d'examens différentes. François Mirabel fait lecture de la fiche 5 établie par la DGESIP sur la diversification des modalités d'examen :

« Les modalités de délivrance des diplômes de l'enseignement supérieur peuvent faire l'objet d'adaptations pour limiter la propagation de l'épidémie de covid-19 en vertu de l'ordonnance n° 2020-351 du 27 mars 2020 publiée au JORF du 28 mars 2020. Compte tenu de l'état d'urgence sanitaire, les adaptations des modalités d'évaluation peuvent porter, dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats, sur leur nature, leur nombre, leur contenu, leur coefficient ou leurs conditions d'organisation, et peuvent prévoir d'être réalisées de manière dématérialisée. Les modalités peuvent être adaptées dès lors qu'elles sont portées à la connaissance des candidats par tout moyen dans un délai d'au moins deux semaines avant le début des épreuves. »

Dans ce contexte, le Doyen souhaite avoir l'avis du conseil pour modifier les Modalités de Contrôle des Connaissances. Les annonces inquiétantes du Président de la République le lundi 13 avril obligent à envisager des examens en distanciel. Dans ce contexte, le doyen souhaite recueillir l'avis du conseil d'UFR pour un passage de toutes les UE en contrôle continu en distanciel. Il n'y a malheureusement pas de solution idéale dans cette situation de crise sanitaire grave mais le doyen exprime sa préférence pour une solution qui serait la plus protectrice pour la santé des personnels et des étudiants.

	ECO_DIR_PV_20200422_VF.docx	3/7
--	-----------------------------	-----

De manière concrète, chaque UE basculerait en contrôle continu afin que l'écrit ne soit plus un examen terminal anonyme à surveiller, mais un exercice plus souple. Pour respecter la réglementation sur le contrôle continu, lorsque l'UE est sans TD, il conviendra de diviser l'exercice en deux parties afin d'avoir deux notes. Pour les UE avec TD, le CM basculerait en contrôle continu et serait « fusionné » avec le TD. La note de l'UE serait alors constituée de la note de TD et de la note de l'épreuve supplémentaire organisée en distanciel.

Les principaux avantages de cette solution sont les suivants :

1. Il y a une grande incertitude sur la période de reprise et la probabilité de pouvoir organiser les examens en présentiel est extrêmement faible ; il faut tout mettre en œuvre pour organiser des contrôles en distanciel.
2. Il faut proposer la solution la plus « protectrice » pour la santé des étudiants et des personnels vis-à-vis du risque de contagion. Faire passer des examens aux étudiants en présentiel si cela était autorisé à partir de mi-juin juillet ou septembre reviendrait à faire prendre un risque aux personnels et aux étudiants. Par ailleurs, les autorités sanitaires n'excluent pas un nouveau pic épidémique en septembre avec la possibilité non exclue d'un nouveau confinement
3. Le passage en contrôle continu permet d'être plus flexible et plus souple sur les modalités mises en place dans les épreuves organisées en distanciel
4. Il est important de donner rapidement aux étudiants de la visibilité sur les dates d'examens et les modalités choisies dans cette période exceptionnelle de crise sanitaire
5. Il est important de ne pas décaler en septembre les sessions d'examen pour ne pas pénaliser les étudiants qui postulent en Master ou pour les étudiants qui ont projeté de travailler l'été pour payer une partie de leurs études. De plus, un nouveau pic épidémique n'est pas exclu pour le mois de septembre
6. Il est enfin important de tenir compte des étudiants internationaux qui pourraient être dans l'impossibilité de venir passer les examens en présentiel du fait des contraintes voire des interdictions possibles des déplacements hors de leur pays d'origine.

Dans ce contexte, si le conseil émet un avis favorable sur le passage en contrôle continu en distanciel, il faudra prévoir les modalités de mise en œuvre et le calendrier précis de l'organisation des examens :

Dans une 1^{ère} étape, les enseignants devront faire remonter à la scalarité avant le lundi 27 avril les modalités précises de contrôle continu qu'ils ont choisies pour les UE dont ils ont la responsabilité.

Dans une deuxième étape, il faudra que la scalarité fasse valider par l'Université les modalités de contrôle continu proposées par les enseignants pour chaque UE.

Dans une troisième étape, l'information sera transmise aux étudiants le lundi 4 mai avec les dates et modalités des épreuves pour les UE qu'ils auront à passer (envoi au moins 15 jours avant les épreuves).

Dans ce contexte, les épreuves pourront se dérouler sous la responsabilité de l'enseignant selon les dates et modalités retenues pour chaque UE. Les délibérations des jurys se tiendront en distanciel de manière dématérialisée.

Avant d'ouvrir le débat, François Mirabel propose que le conseil puisse émettre un avis sur le passage de tous les examens en distanciel dans le cadre d'un contrôle continu. Au-delà de ce principe, le doyen propose de laisser les responsables d'UE choisir et proposer la nature et la durée qu'ils envisagent pour les épreuves dont ils ont la responsabilité.

A. Nguyen demande si la neutralisation du second semestre est envisageable. F. Mirabel explique que la neutralisation du second semestre ne semble pas être une option possible si on regarde les déclarations de la Ministre Frédérique Vidal. Dans tous les cas, la neutralisation du second semestre reviendrait à limiter fortement la crédibilité du diplôme. Elle serait inéquitable pour les étudiants qui ont eu des difficultés au 1^{er} semestre et qui comptent sur le second semestre pour se rattraper. Elle serait inéquitable pour tous les étudiants qui ont fortement travaillé les UE du second semestre et qui ne pourraient pas les passer après un mois de révision intense. Le doyen souligne qu'au regard de ces éléments, cette neutralisation ne serait pas acceptée au niveau de l'Université.

Si les épreuves sont organisées à distance, M.Cheikbossian trouve difficile de maintenir une égalité des chances et une égalité de traitement entre les étudiants. Il n'y a plus d'anonymat possible et une véritable crainte de voir se multiplier des requêtes de la part des étudiants. M.Cheikbossian s'inquiète également des risques de triches et de fraudes de la part des étudiants.

M. Ricci demande si le contrôle continu impose réellement deux sessions minimales ou si cela représente juste un habillage. En général selon lui, la seconde session n'est jamais en contrôle continu.

Francesco Ricci souligne enfin le fait qu'il souhaite faire porter ses examens sur tous les cours effectués et pas seulement sur les cours effectués en présentiel. Il a passé du temps pour assurer la continuité pédagogique et l'ensemble des enseignements en distanciel doit pouvoir aussi être évalué à travers les épreuves organisées. Il demande s'il est possible de pondérer différemment le 1^{er} et le second semestre. Enfin, il souligne le fait que la triche pourra être difficilement évitée et qu'il reste difficile de faire passer des examens via Moodle.

F. Mirabel répond qu'il faudra effectivement deux notes pour les UE qui sont sans TD associés. L'enseignant pourra effectivement faire porter ses évaluations sur tous les enseignements y compris ceux réalisés en distanciel. Rien ne sera imposé sur ce point. L'enseignant pourra aussi librement ajouter une évaluation supplémentaire, voire pondérer l'assiduité, etc. L'enseignant pourra, de façon flexible faire, sur les 3 semaines d'examens, un ou plusieurs examens d'évaluation à condition d'avoir informé les étudiants en amont. Enfin, les enseignants n'ont aucune obligation d'utiliser Moodle. Certains enseignants ont par exemple déjà annoncé qu'ils demanderaient des travaux personnels d'étudiants à envoyer par mail en dehors de Moodle. L'utilisation de Moodle pour les examens permet surtout de bénéficier d'un appui de la DSIN.

M. Cortade ajoute qu'il est plus facile de faire une épreuve en deux parties sur moodle. Pour les modalités de mise en place de QCM, il conseille de faire attention aux paramétrages qui permettront de limiter la fraude : une question par page, en séquentiel, tirées aléatoirement dans une banque de questions.

A. Nguyen confirme qu'il faut créer des QCM avec des questions aléatoires.

M. Blayac partage son expérience et souligne le travail très important que nécessite la mise en place d'un QCM bien paramétré, sécurisé et qui permette de limiter la fraude. Il a personnellement passé beaucoup de temps pour la préparation de ses QCM et ses étudiants ont obtenu des notes similaires à celles des années précédentes.

M. Blayac propose d'aider les collègues qui ont des examens en 2e session de 1er semestre. Dans la mesure où l'on a demandé aux enseignants d'assurer une continuité pédagogique durant le confinement, il souhaite également pouvoir évaluer les enseignements tenus en distanciel, d'autant plus qu'il ne restait plus qu'une semaine de CM et trois semaines de TD à assurer.

M. Reymond confirme le témoignage de M. Blayac (QCM à choix multiples, tirage au sort de 20 questions au sein d'une base de 40 questions avec possibilité de répondre dans un temps limité. Il indique également qu'à partir du moment où les enseignements se sont tenus en distanciel, l'enseignant doit pouvoir les inclure dans les évaluations.

Mme Davin souligne le fait qu'il n'est pas toujours possible d'organiser des tirages aléatoires de questions lorsque ces dernières sont liées les unes aux autres et qu'elles doivent se suivre.

M. Cortade a fait des exercices et témoigne de la réussite de son examen en distanciel. Les distributions des notes et la moyenne sont similaires à celles de l'année dernière.

M. Blayac ajoute qu'on peut faire un questionnaire différent des QCM classiques sur Moodle. Dans ce cas, les questions posées doivent être corrigés manuellement.

Sandrine Michel s'oppose à la neutralisation et suggère la mise en place de *QROC (Questions à Réponses Ouvertes Courtes)* sur Moodle. Mme Michel souhaite que les cours en distanciel soient pris en compte dans les évaluations des connaissances.

B. Mulkay demande la neutralisation de l'UE SAS en Master 1 car l'accès à ce logiciel en distanciel n'est pas fonctionnel. Concernant les devoirs où il y a du rédactionnel, il est possible d'utiliser le logiciel anti-plagiat et les QCM adaptés aux promotions à affectifs importants, il faut effectivement réaliser des QCM avec des questions aléatoires à partir d'une base conséquente de questions et dans un temps limité.

Il indique également que selon les sujets proposés les étudiants ayant accès aux cours lors des évaluations ne les aident pas forcément.

M. Sala fait part de son expérience. Il utilise déjà un logiciel interne pour proposer des QCM. Il confirme qu'il faut des réponses à choix multiples.

- 4 propositions pour une question donnée
- avoir des points négatifs en cas de mauvaise réponse pour éviter les réponses au hasard
- prévoir un tirage aléatoire par chapitre et compétences
- répondre à une question dans un temps limité d'une minute
- l'examen doit être court (par exemple 40 minutes)

F. Seyte fait part des modalités d'évaluation qu'elle souhaite proposer afin d'avoir deux notes et répondre aux exigences du contrôle continu ;

- QCM scindé en deux afin d'obtenir 2 notes. Le QCM doit proposer des questions aléatoires à partir d'une banque de données. Il peut y avoir beaucoup de questions dans un temps limité.
- Ecrit : proposer 2 écrits de 1 heure chacun

Mme Huillet ajoute qu'il est possible de créer 4 sujets différents par groupe comme l'a fait M. Braid.

	ECO_DIR_PV_20200422_VF.docx	5/7
--	-----------------------------	-----

Après avoir écouté les enseignants, F. Mirabel est tout fait favorable à ce que les évaluations puissent porter sur les enseignements en distanciel quand la continuité pédagogique a été assurée et qu'elle ne se limite pas à un simple dépôt des cours dans Moodle.

M. Blayac demande si pour les DU les enseignants ont plus de liberté pour la gestion des examens.

M. Mirabel précise que ce sera un point spécifique sur les modalités à changer. A partir du moment où les maquettes des DU précisent que les évaluations se font en contrôle continu, il y a plus de liberté pour les évaluations.

Concernant les conditions dans lesquelles les examens seront organisés, François Mirabel propose de voter une motion :

Les dispositions seront prises par l'UFR pour réduire au maximum la fracture numérique, pour sécuriser les examens en distanciel, pour vérifier la réalité des connaissances et des compétences acquises et maintenir la crédibilité des diplômes.

M. Mestre explique son abstention sur la motion : elle ouvre la voie à des critiques de la part des étudiants sur les questions d'inégalité et de fracture numérique.

Vote concernant les modalités des MCC en distanciel :

2 abstentions, 20 pour.

Il est proposé de constituer une équipe pédagogique pouvant assister les enseignants sur la plateforme Moodle :

Th. Blayac, A. Nguyen, M. Davin, M. Guillon, F. Seyte,, P. Ketrguel, J. Martinez et M. Sala.

IV. Nouveau calendrier des sessions d'examens 2019-2020

Semestre 2 session 1

- Début du Contrôle Continu : 18 mai 2020
- Fin du Contrôle Continu : 5 juin 2020
- Rendu des notes : 8 juin 2020
- Délibérations des jurys : 11 et 12 juin 2020

Semestre 1 session 2

- Début du Contrôle Continu : 15 juin 2020
- Fin du Contrôle Continu : 24 juin 2020
- Rendu des notes : 26 juin 2020
- Délibérations des jurys : 30 juin 2020

Semestre 2 session 2

- Début du Contrôle Continu : 01 juillet 2020
- Fin du Contrôle Continu : 8 juillet 2020
- Rendu des notes : 15 juillet 2020
- Délibérations des jurys : 17 juillet 2020

Vote à l'unanimité

V. Référentiel Équivalence Horaire 2019-2020

François Mirabel rappelle que le cadrage du REH au niveau de l'établissement a été validé le 16 décembre 2019 par le Conseil d'Administration de l'Université. Le vote du conseil d'UFR porte sur la formation. Il existe aussi un REH MUSE, un REH Recherche et un REH Formation Continue sur lesquels le conseil n'a pas à se prononcer. Le REH et ses plafonds UM 2019/2020 ont été approuvés par le CA du 16 décembre 2019. Conformément à ce cadrage général, "il appartient à chaque conseil d'UFR, école et institut pour ce qui est des activités pédagogiques de définir le volume horaire associé à chacune des missions."

	ECO_DIR_PV_20200422_VF.docx	6/7
--	-----------------------------	-----

Pour ce qui est des activités d'animation, d'encadrement et de valorisation de la recherche : les missions reconnues et les volumes horaires associés sont définis par la Commission Recherche du CAC (dans le cadre du nombre d'heures reconnues à chaque UFR). Cette dernière arrête les attributions nominatives et les heures afférentes, conformément au cadrage voté par l'établissement. Ces attributions seront communiquées aux directeurs d'UFR, d'Ecole et d'Institut au début d'année universitaire.

François Mirabel propose de reconduire les missions 2018-2019 (avec les volumes horaires associés) qui ont été envoyées dans le tableau aux membres du conseil. Il propose d'ajouter une mission *vie étudiante* à hauteur de 48HETD. L'enseignante en charge de cette mission s'est fortement impliquée tout au long de l'année sur plusieurs projets pour redynamiser la vie étudiante à la Faculté ; elle s'est investie sur cette mission de manière très importante.

Certains enseignants font remarquer que les volumes horaires associés aux différentes missions du REH sont très différents selon les missions. Il faudrait préciser les tâches et responsabilités. Certains font ainsi remarquer que la charge de travail supplémentaire liée à la responsabilité d'UE à effectifs importants n'est pas suffisamment valorisée dans le REH.

Sur la question des volumes horaires associés à chaque mission, M. Mirabel précise que des fiches de missions seront rédigées dans le cadre de la démarche qualité. Elles permettront aux membres du conseil d'avoir plus de visibilité sur les tâches et responsabilités des différentes rubriques du REH. En ce qui concerne la responsabilité d'UE à effectifs importants, François Mirabel reconnaît le travail important que cela représente. Il propose d'augmenter le nombre d'heures associées à cette responsabilité en élargissant l'attribution de REH aux cohortes d'étudiants dont les effectifs sont supérieurs à 250 étudiants : 5 HeTD pour les effectifs supérieurs à 250 étudiants

M. Poudou indique qu'il serait souhaitable que l'on utilise l'enveloppe REH dédié aux TICE à l'équipe pédagogique référente mise en place. En tant que référent TICE, il ne demandera pas à percevoir d'heures REH.

F. Mirabel précise que JC Poudou ne perçoit pas de REH au titre des TICE mais en qualité de webmestre.

M. Sala souhaite que l'on anticipe son remplacement en tant que référent TICE (lien avec la DSIN pour les aspects pédagogique) en raison de son départ à la retraite dans deux ans.

François Mirabel propose au vote du conseil la reconduction des missions 2018-2019 avec ajout de la mission *Vie étudiante* à hauteur de 48HETD et augmentation des heures sur la rubrique *Responsabilité d'UE à effectifs importants* :

Pour les effectifs supérieurs à 500 : 7.5 HeTD

Pour les effectifs supérieurs à 250 : 5 HeTD

2 abstentions, 20 pour

L'ordre du jour étant épuisé, la séance du conseil est levée à 12h